

**Lettre contre GNL : parole à un prof**  
**Retranscription de l'entrevue du professeur Olivier Riffon**  
**sur les ondes de CEUC Radio – 7 février 2020**

**Stéphane Boivin (S)** : Aujourd'hui, nous allons avoir une émission qui sera sous le signe de l'environnement et de la recherche. On va commencer avec un dossier dont vous avez forcément entendu parler, qui occupe beaucoup l'UQAC, mais également l'ensemble du réseau d'enseignement supérieur du Québec. Pour en discuter, nous recevons Olivier Riffon, professeur au département des Sciences fondamentales ici à l'UQAC. Bonjour Olivier.

**Olivier Riffon (O)** : Bonjour Stéphane.

**S** : Merci d'être là pour nous parler de ce dossier chaud et assez complexe (GNL Québec). On va essayer de faire le tour de la question avec le temps que l'on a. D'abord, pourriez-vous nous mettre en contexte ce qui a fait émerger cette lettre signée par des professionnels, des chargés de cours et des professeurs au sein du campus ?

**O** : On est plusieurs enseignants et chercheurs au sein de l'université à regarder le dossier GNL. Cette lettre est une initiative spontanée dans laquelle nous manifestons notre opposition à ce projet. Elle est issue de discussions de corridors durant lesquelles on réalisait que, chacun dans nos domaines, la science dont on disposait nous montrait qu'il y avait des problèmes avec ce projet. Que ce soit au niveau climatique, économique, santé, géopolitique, on voit que la science nous allume des lumières jaunes et rouges. Moi, je suis professeur au DESS en éco-conseil, formation dans laquelle on intègre toutes ces dimensions dans des analyses de développement durable. Quand on met tout ensemble, on réalise qu'il y a un problème. Ce n'est pas un mode de développement viable et cohérent avec les enjeux actuels. On a donc décidé d'écrire une lettre pour rassembler les informations provenant de chacune de nos disciplines scientifiques et démontrer que l'on peut dénoncer ce projet. On a aussi voulu montrer que dans la région, on travaille pour des propositions alternatives. On a voulu souligner le rôle que l'UQAC pourrait jouer dans la recherche d'un mode de développement alternatif, qui serait plus cohérent avec les limites planétaires et humaines.

**S** : Qui sont les rédacteurs et signataires ? Tu l'as dit, c'est une lettre interdisciplinaire.

**O** : Oui, c'est notre intention de départ de démontrer que peu importe l'angle d'analyse adopté, on peut avoir des oppositions légitimes à ce projet. Dans notre groupe de travail on était déjà des chercheurs et des chargés de cours des sciences de la santé, des sciences humaines, des sciences appliquées et des sciences fondamentales. Quand on a mobilisé la communauté pour leur demander s'ils souhaitaient signer notre lettre, nous n'avons fait de pression sur personne. On a simplement diffusé notre lettre dans les réseaux et avons reçu des réponses et signatures des huit départements. Plus de la moitié des signataires sont des professeurs-chercheurs mais il y a aussi des chargés de cours et des professionnels. On voit donc que dans l'ensemble des départements il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec ce projet et qui ont osé l'affirmer publiquement.

**S** : Il y a eu 127 personnes sur les 600 qui ont reçu la lettre qui l'ont signée, comment interprétez-vous ce résultat ?

**O :** Déjà il faut souligner que c'est 127 personnes en 5 jours ouvrables. On a eu moins d'une semaine pour recueillir les signatures. On espérait atteindre 100 signatures à terme donc on était satisfaits. C'est important de mentionner que pour signer publiquement une lettre concernant un projet très polarisé, ça prend une certaine dose de courage et de conviction. Les chiffres affirment que 20% s'opposent, mais en fait il y en a plus que ça. Une grande partie n'a juste pas voulu mettre son nom sur une lettre officielle pour différentes raisons légitimes comme se mettre des collègues à dos ou le risque de se faire insulter. Dans les faits, c'est ce qui s'est passé. On a reçu beaucoup d'insultes. Alors que nous on s'attaque au projet. Les réponses étaient assez orientées vers nous (les signataires) et vers le milieu universitaire même. Les gens s'autocensurent pour ces raisons. C'est donc significatif pour nous d'avoir eu 127 signatures dans ce contexte. Cela démontre que des gens peuvent réellement utiliser la science pour démontrer les impacts négatifs que ce projet va avoir à court et long terme.

**S :** On peut penser que s'il n'y avait pas d'implications financières ou sociales...

**O :** ... et relationnelles surtout ! On a eu plusieurs personnes qui sont venues nous expliquer pourquoi ils ne signaient pas la lettre et ce n'était pas parce qu'ils étaient favorables au projet. Il y a donc effectivement de l'autocensure. Cela a déjà été documenté à l'UQAC en développement régionale, dans le cas de dossiers qui font l'objet d'un consensus politique et économique fort. Par exemple, l'aluminerie à Alma en 2002. Même s'il y avait des craintes et des inquiétudes, les gens avaient le réflexe de ne pas parler contre ce projet. Ils n'osaient pas publiquement en parler parce que ça avait des impacts directs sur leur réseau et sur leurs relations. On a observé un peu la même chose dans notre cas.

**S :** Vous venez d'évoquer l'impact des prises de positions institutionnelles et peut-être un phénomène d'autocensure. De ce côté-ci, la direction de l'UQAC s'est dissociée de la lettre, comment avez-vous interprété ce geste ?

**O :** Le fait que l'UQAC se dissocie n'a pas été une surprise pour nous. L'UQAC a une ligne claire depuis le début. Leur position c'est de ne pas prendre position. Ça a été la même chose pour les syndicats : ils ont relayé la lettre que l'on offrait de signer à leurs membres, mais les syndicats eux-mêmes n'ont pas pris position. De même, l'UQAC dit que les chercheurs et les professeurs de l'UQAC peuvent prendre position, mais l'UQAC, elle, ne prend pas position. C'est donc dans ce contexte là que l'administration de l'université ne s'est pas faite promoteur de notre lettre. Je pense que c'est important de comprendre qu'il y a des professeurs qui sont pour ou qui ont des positions plus nuancées mais l'université ne souhaitait pas prendre position, que ce soit pour ou contre, dans ce dossier.

**S :** Selon vous, est-ce que l'université pourrait jouer un rôle plus actif sans forcément prendre position ? Parce qu'on voit apparaître un clivage de plus en plus évident autant interne à l'université que dans la région.

**O :** Oui, je pense que l'UQAC comme administration pourrait créer des milieux de dialogue. Il n'y a en fait pas d'espace où l'on peut sereinement discuter de ce projet. Le milieu économique a pris position. Le milieu politique a pris position. Même s'ils disent

tous qu'ils se reposent sur le BAPE pour prendre leur décision finale, le BAPE n'est pas décisionnel. Il va analyser et faire des recommandations. Finalement, quand on écoute le discours politique on se rend compte que leurs décisions sont déjà prises. Ces gens là pourraient créer des espaces sécuritaires où l'on discute du projet, sans risquer de se faire insulter ou attaquer. Cela n'existe pas encore. L'UQAC pourrait donc peut-être jouer ce rôle. Encore une fois, l'université relai cette responsabilité aux chercheurs qui peuvent le faire de manière autonome et indépendante. Ainsi, l'UQAC pourrait se créer des espaces de discussions autour de ce projet.

De même, il serait important que l'UQAC protège en quelque sorte ses chercheurs. Parce qu'ils ont beau dire qu'ils sont ouverts à ce que leurs chercheurs prennent position publiquement, mais là, nous avons assisté à des attaques virulentes sur les réseaux sociaux et l'UQAC aurait pu intervenir et protéger ses chercheurs. Il y a d'ailleurs une autre lettre qui a été signée par 450 chercheurs et chargés de cours de l'ensemble des universités du Québec qui demande aux institutions de les protéger, de justifier et de défendre leurs interventions dans les débats publics. C'est un phénomène que l'on voit ici, que nous avons vécu, mais que l'on entend ou que l'on voit presque à chaque fois que des chercheurs prennent position sur un sujet controversé. Peu importe que ce soit économique, social ou environnemental. Il y a donc un rôle de protection, à la fois de la mission universitaire et des chercheurs, que l'université pourrait prendre.

**S :** Il y a également une autre lettre qui a été publiée concernant un sujet dont on entend beaucoup parler dans le milieu étudiant au Québec en ce moment, sur la question de l'investissement dans les énergies fossiles et le financement des chaires de recherche. Il y a d'ailleurs des projets de recherche en ce moment qui sont liés à GNL. Est-ce que tout ça va ensemble à votre avis ? Est-ce que l'université devrait prendre un peu de distance avec tout ça ?

**O :** Ensemble oui, parce qu'on assiste depuis longtemps à un mouvement populaire, à une montée d'une prise de conscience, de revendications pour sortir des énergies fossiles. Je pense que c'est inéluctable. Il y a une date de péremption sur le modèle de développement basé sur les énergies fossiles et plus on retarde la transition énergétique, en tous cas plus on la rend cosmétique, plus on perle des problèmes dans la cour des générations futures. Il y a donc un mouvement, pas émergent, mais qui se consolide actuellement pour demander de prendre des actions musclées comme le désinvestissements des grands fonds des entreprises du secteur des énergies fossiles.

Ce mouvement a été initié notamment à McGill et Concordia, des universités qui ont des millions de dollars dans ce genre d'investissement. Ce n'est certainement pas le cas à l'UQAC, nous n'avons pas les fonds nécessaires. Je n'ai pas de données exactes mais probablement que ça paraîtrait comme une goutte d'eau dans l'océan. Néanmoins, ça serait quand même un geste symbolique fort.

Effectivement, il y a des gens qui questionnent le financement de la recherche par l'industrie pétrolière et ça je pense que c'est un questionnement qui est sain. Je ne dis pas que le concept est mauvais en soi, mais il y a des balises qui sont importantes à mettre en place. On peut faire le lien avec l'industrie du tabac qui finançait des recherches en santé. C'est sûr qu'à partir du moment où tu es financé par une entreprise, sans parler d'autocensure, tu fais attention à ce que tu dis. On ne mord pas toujours la

main qui nous nourrit. Donc là, il y a un danger. On observe notamment que cette pratique est devenue une stratégie de communication publique pour plusieurs entreprises qui ont des projets controversés. Si on revient juste un petit peu dans le passé, à l'époque d'Énergie Est, il y avait un document stratégique de communication pour l'acceptabilité sociale qui avait fuité. Greenpeace avait mit la main là-dessus et ils ciblaient l'investissement dans des chairs de recherche comme un moyen d'aller chercher l'acceptabilité sociale. Donc là, on parle vraiment d'instrumentaliser la Science. À l'époque, il y avait l'université du Québec à Rimouski (UQAR) qui avait refusé un financement de TransCanada pour une chair de recherche sur le béluga, connaissant tout ce qu'il y avait en arrière de cette stratégie. Je ne dis pas que c'est uniquement ça qui est en cause. Surtout que, la plupart du temps, les projets financés sont pertinents et utiles, mais c'est le lien de dépendance financière qui est créé avec l'entreprise qui est problématique.

Il y a une autre lettre qui circule pour questionner ces pratiques, pour voir les balises à mettre en place. Maintenant, la plupart des fonds de recherche demandent au milieu universitaire de trouver des partenaires du milieu pour financer une partie du projet et ça devient une condition pour le financement des grands fonds. Donc nous, en tant que chercheurs, on a besoin du financement de partenaires privés pour avoir du financement public. C'est un levier, mais on se retrouve coincés entre des promoteurs qui ont des intérêts qui ne sont pas forcément les intérêts légitimes de la recherche. C'est là que les institutions universitaires devraient intervenir pour mettre des balises et protéger leurs chercheurs. C'est notamment ça qui est derrière la lettre qui a été signée et diffusée qui questionne entre autre les investissements de GNL à la recherche scientifique.

**S :** On a parlé que l'objectif de la lettre n'était pas seulement de dénoncer mais aussi d'appeler à des actions concrètes...

**O :** ... de transition, de transformation oui...

**S :** ... mais aussi de faire appel à des expertises régionales. Je sais qu'il y a beaucoup d'exemple dans ce sens là, j'aimerais vous entendre à ce sujet là.

**O :** C'est drôle parce que souvent ils ne le disent pas, mais l'objectif des chercheurs c'est d'améliorer le monde dans lequel on vit. Ils n'ont en quelque sorte pas le droit de le dire. Ils font de la recherche objective. Ils étudient ce qui nous entoure. Mais dans les faits, à l'université, il y a des gens qui s'intéressent à notre organisation sociale, il y a des créneaux économiques émergents moins dommageables pour l'environnement. Il y a des gens qui sont experts en plein air, en alimentation, en culture, en travail social ou encore qui travaillent à développer des environnements qui sont plus favorables à notre santé. Même au niveau industriel il y a des groupes à l'université qui travaillent sur des matériaux plus innovants, plus écologiques. On parle d'aluminium sans émissions, on parle de matériaux bois qu'on peut utiliser dans le bâtiment, pour l'énergie, on parle de valorisation de la biomasse forestière, agricole, municipale, des papetières. On parle donc d'écologie industrielle et d'analyse de cycle de vie. Il y a tellement de recherches qui sont faites sur des alternatives qui sont réellement écologiques, que je pense qu'on pourrait imaginer un projet régional de transformation, de transition sociale et écologique, qui laisserait de côté des industries qui sont problématiques.

Dans le fond avec GNL, on devient un lieu de transit pour du gaz naturel fossile qui vient de l'Alberta, extrait de fracturation hydraulique, qui transite par un tuyau, qui est liquéfié et qui embarque sur des bateaux pour l'exportation et on ne sait pas du tout, malgré ce que dit l'entreprise, ce qui va arriver avec ce gaz car ceux qui l'achète en sont souverain et en font ce qu'ils veulent. Donc on devient un simple lieu de transit. Je pense qu'on vaut mieux que ça comme région. Je pense vraiment qu'on a des forces sur lesquelles on peut miser pour devenir un acteur de la transformation sociale qui est aujourd'hui nécessaire et qui nous permettrait d'agir concrètement pour régler des problématiques comme le changement climatique, le déclin de la biodiversité, etc. On est en position de force et je pense que l'UQAC peut jouer un rôle en travaillant avec les acteurs du milieu, ce qu'ils font déjà, mais ça pourrait être d'avantage valorisé.

**S :** On entend souvent que hors des grands projets il n'y a pas de salut pour la région. Vous pensez que tous les projets que vous nous avez présentés pourraient soutenir l'économie de notre région ?

**O :** De miser autant sur un gros projet ça nous fragilise car on devient dépendant d'un investissement extérieur. On ne sait même pas combien de temps le gaz naturel va être intéressant car c'est un marché qui est très volatil. C'est un projet qui va profiter à une poignée d'individus. On s'entend qu'il y a peut-être 5 à 10% de la population régionale qui va directement ou indirectement bénéficier de ce projet. Cependant, des études nous montrent que quand on crée beaucoup de bons emplois dans un milieu, tous les gens qui n'ont pas accès à cet emploi là se retrouvent plus pauvres relativement à la population. Il y a de l'inflation, le prix des logements monte et les salaires ne suivent pas. Donc c'est un projet qui creuserait les inégalités sociales entre les gens qui vont en profiter et les gens qui n'en profiteront pas. Ainsi, je pense qu'on pourrait imaginer un développement économique qui soit plus inclusif, plus équitable, plus partagé, plus diversifié aussi que de miser simplement sur la grande industrie. De plus, de la grande industrie on en a déjà dans la région avec qui on a élaboré des partenariats depuis longtemps : le secteur du bois, le secteur agricole, le secteur de l'aluminium, Niobec. On a déjà plusieurs partenaires qui agissent de façon responsable, qui ont déjà une histoire dans la région et qui travaillent vraiment pour améliorer leurs pratiques. Je pense qu'on peut continuer à miser sur les synergies qui peuvent être créées autour de ces secteurs. À ce moment là on aurait vraiment un développement qui serait plus durable dans la région.

**S :** Excellent ! Merci beaucoup Olivier Riffon.

Retranscription :

Madame Juliette Charpentier, étudiante à l'UQAC

[juliette.charpentier1@uqac.ca](mailto:juliette.charpentier1@uqac.ca)